

LES SOMMETS ÉCONOMIQUES

Les sommets économiques annuels sont la composante la plus visible d'un processus vaste et continu de consultation et de coopération internationales entre le Groupe des sept principales démocraties industrielles connues sous le nom de pays du G-7.

Les discussions qui se déroulent lors des sommets et des rencontres du Groupe des Sept ministres des Finances sont étroitement liées aux travaux effectués dans d'autres instances internationales dont le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le GATT et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces instances sont autant d'instruments avec lesquels les gouvernements s'efforcent de gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante.

Le Sommet de Londres sera l'aboutissement d'un processus amorcé il y a plusieurs mois. Les questions inscrites à l'ordre du jour sont d'abord examinées par les représentants personnels des chefs d'État et de gouvernement participants (« sherpas ») lors de plusieurs rencontres préalables. Ceux-ci s'efforcent de délimiter des terrains d'entente susceptibles de favoriser un consensus sur les grandes questions débattues pendant le Sommet. Le représentant personnel du Premier ministre Mulroney est M. Derek H. Bumey, ambassadeur du Canada aux États-Unis.

Historique des sommets économiques

Le premier sommet économique a eu lieu à Rambouillet en 1975. Le Président de la République française y avait invité ses collègues des États-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de l'Italie pour discuter des grandes questions économiques de l'heure, dans un cadre informel et relativement peu structuré. Le Canada s'est joint au groupe en 1976, au Sommet de Porto Rico, et la Communauté européenne en 1977, à celui de Londres.

C'est grâce à l'importance relative de son économie (septième parmi les pays industrialisés occidentaux) et à son rôle traditionnel sur la scène internationale que le Canada a su se tailler une place aux sommets. Sa grande dépendance envers le commerce international et sa richesse en ressources naturelles faisaient que le Canada avait beaucoup d'intérêts en jeu et beaucoup à offrir.

Les premiers sommets furent axés sur le redressement de l'économie. Les chefs d'État et de gouvernement participants ont convenu de mesures visant à soutenir une expansion économique stable et à réduire le haut niveau de chômage sans accroître les pressions inflationnistes. On a reconnu qu'il fallait apporter des modifications structurelles aux économies nationales pour faire face à l'augmentation du prix du pétrole et aux nouvelles réalités économiques.

Au début des années 80, la lutte contre l'inflation est devenue une préoccupation primordiale. Les leaders se sont entendus sur la nécessité de restreindre les emprunts publics et la croissance de la masse monétaire. Ils ont ensuite redoublé les efforts d'harmonisation de leurs politiques pour élargir, renforcer et soutenir la relance qui a suivi la récession de 1981-1982. Depuis, ils visent à assurer la stabilité et la prospérité économique par une réduction de l'inflation, des taux d'intérêt et des déficits budgétaires.

Étant donné l'importance grandissante accordée à la coordination des politiques économiques des pays participant aux sommets, il fut convenu à Tokyo en 1986 que les ministres des Finances du Canada et de l'Italie se joindraient à ceux des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des Sept. Les membres du G-7 se rencontrent entre les sommets pour discuter des performances et des politiques économiques de leurs pays respectifs. Ceci favorise un renforcement de la coopération sur les plans économique et monétaire et permet au Canada de participer aux